

**MAGAZINE**

*Ce bulletin a pour objectif d'informer sur les activités des différents membres et partenaires de la structure, mais également, se veut un autre espace d'échange entre les différents membres de la Plateforme et d’information sur la vie de notre association.*

former sur les activités des différents membres et partenaires de la structure, mais également, se veut un autre espace d'échange entre les différents membres de la Plateforme et d’information sur la vie de notre association.

 **La Bic**

*La BIC est une publication mensuelle. Elle désigne la Base d'Information du CLIO. Il est prévu que cette publication s'effectue une fois chaque mois.*

|  |
| --- |
|  *Dans ce numéro dédié à la « localisation de l’aide » :* |
| **L’ÉDITO** | **p. 2-3** |
| **QUOI DE NEUF AU CLIO ?**  | **p. 3- 4** |
| **ANN PALE DEVLOPMAN**  | **p. 5 - 8** |
| **L’ECHO**  | **p. 9-10** |
| **LES OFFRES** | **p.10** |
| **L’AGENDA****ADMINISTRATION CLIO** | **p.11****NOS PUBLICATIONS** |
|  |  **p. 12****NOS PUBLICATIONS** |

 ***32èmeÉdition – Décembre 2020***

**NS**

**MAGAZINE du**





**L’ÉDITO**

**Pourtant beaucoup reste à faire**, comme nous le rappellent nos partenaires haïtiens. Dans les réunions de coordination de l’aide, la présence des organisations nationales reste faible, ce qui les maintient souvent dans une position minoritaire et inconfortable. En outre, il est de plus en plus difficile pour les organisations locales, pourtant souvent bien ancrées et pertinentes sur des territoires éloignés, de participer aux réunions centrales (que ce soit en présence ou à distance). N’est-ce pas en ce sens aussi que s’entend leur appel à plus de « localisation » : plus de décentralisation et de rapprochement envers les acteurs locaux ?

De même, les organisations et institutions haïtiennes restent en difficulté face à la concurrence de la plupart des organisations et agences internationales. Pour nombre d’entre elles, comment faire face aux salaires souvent plus attrayants de ces dernières, pour maintenir leurs employés et un engagement continu ? Ces défis, tout comme celui de se renforcer à travers des financements structurants et/ou de moyen-long terme³, restent cruciaux.

Si ces constats sont bien là, **plusieurs opportunités existent aujourd’hui pour progresser sur ces enjeux.** La Concertation Technique des Partenaires (CTP) est elle aussi engagée sur le défi de la localisation de l’aide, tout comme sur l’appui aux priorités nationales. Quant aux organisations et institutions haïtiennes, elles sont bien à l’œuvre sur leurs territoires, disponibles et motivées.

*.*

2020 se termine et restera sûrement marquée comme une année difficile dans le monde. En même temps se termine la 10ème année depuis le tremblement de terre en Haïti.

Au-delà des réflexions et questionnements sur toute cette période, aujourd’hui une certitude semble faire pratiquement l’unanimité dans le monde de la coopération en Haïti : la volonté de progresser ensemble sur la **« localisation de l’aide »**².

**En 2020, le CLIO s’est clairement engagé sur cette orientation de la *localisation de l’aide*** : cela apparait notamment à travers l’étude du Clio sur le sujet (disponible ces prochains jours), ainsi que la récente conférence-débat proposée par le *Café CLIO* du 16 novembre (voir p. 9). En dehors du CLIO, de nombreuses pratiques se développent aussi en ce sens dans le pays : des résolutions aux plus hauts niveaux (voir p. 8) ; des expériences innovantes de financement direct des organisations haïtiennes ; des espaces de concertation cherchant à s’ouvrir entre acteurs haïtiens et internationaux ; des rapprochements entre pratiques d’urgence et de développement avec une implication croissante des acteurs haïtiens, etc.

De

-----------------------------------------------------------

 Déjà évoqués notamment dans le dernier Bulletin d’Information du CLIO (BIC 31 du mois d’août 2020).

² Comme le définit l’URD en 2017 : *«****La localisation de l’aide*** *est un processus collectif impliquant différentes parties prenantes qui vise à ramener les acteurs locaux, qu’ils soient des organisations de la société civile ou des institutions publiques locales, au centre du système humanitaire avec un rôle plus important dans la réponse humanitaire.*

*Cela peut prendre plusieurs formes : des partenariats plus équitables entre les acteurs internationaux et locaux, un financement accru et « aussi direct que possible » pour les organisations locales et un rôle plus central dans la coordination de l’aide. En affirmant cela, la question de pouvoir est soulevée. La localisation nécessite un changement dans les relations de pouvoir entre les acteurs, tant en termes de prise de décision stratégique que de contrôle des ressources. »*

[*https://charter4change.files.wordpress.com/2017/08/plus-que-de-largent-la-localisation-en-pratique.pdf*](https://charter4change.files.wordpress.com/2017/08/plus-que-de-largent-la-localisation-en-pratique.pdf)

³ Aussi selon le coordonnateur Résident des Nations Unies en Haïti, Mr Bruno Lemarquis : *« Parmi les mauvaises habitudes, il y a beaucoup d’interventions à court terme. C’est un pays qui vit dans le court terme en termes de développement. Il y a beaucoup de gestion de crise. On est « en mode gestion de crise ». Tout le monde met en œuvre des projets ; et les projets se répètent par manque d’impact. (…) Et énormément aussi une logique de substitution de capacités nationales ».* Extrait de la 1ère journée de la semaine des ODD 2020. Disponible sur les pages FB de l’ONU en Haïti : [en texte résumé](https://www.facebook.com/ONUHaiti/videos/164065908781970), et [en vidéo](https://www.facebook.com/ONUHaiti/posts/127914122465245).



**MAGAZINE du**



* ***QUOI DE NEUF***

***AU CLIO ?***

Par ailleurs les pratiques se diffusent, qui promeuvent le changement, le renforcement et l’appui aux organisations et institutions haïtiennes en tenant compte de leurs propres contraintes, dynamiques et enjeux. Aujourd’hui la plupart des organisations en Haïti cherchent ainsi à mieux travailler en partenariat. Aussi, la question ne serait-elle parfois pas simplement : *comment mieux se connaitre et se donner le temps pour construire et atterrir ensemble ?*

Sur tous ces sujets, le Comité Exécutif et l’ensemble du CLIO sont décidés à poursuivre le travail engagé, ensemble avec les partenaires. En ce sens, de nombreuses relations ont été initiées ou relancées ces derniers mois en particulier grâce au travail important de notre collègue Prospéry Raymond (merci à lui) en collaboration avec de nombreuses organisations haïtiennes : nous y reviendrons dès début 2021. Quant à l’étude sur la localisation de l’aide, il s’agira maintenant de s’approprier et suivre ses recommandations, dont plusieurs s’annoncent déjà aller dans ce sens du rapprochement entre les acteurs, de la redevabilité et de relations de qualité (*cf.* page 4).

Puis en janvier, **le chantier stratégique du CLIO** débutera sur ces questions et de nombreuses autres encore. Merci aux membres du Comité de suivi stratégique qui préparent ces travaux participatifs, prévus tout au long du prochain semestre (*cf*. page suivante). Ainsi ce chantier devrait nous amener à répondre à nos enjeux déjà esquissés dans le rapport du sondage de début 2020, à être plus effectifs dans notre collaboration (tant en interne CLIO qu’en externe), et mieux nous inscrire dans les objectifs de nos partenaires haïtiens. A suivre très bientôt !

Au nom de l’ensemble des membres du comité exécutif, nous souhaitons une bonne fin d’année aux membres du CLIO et partenaires, et au plaisir de poursuivre ensemble nos engagements en 2021.

*Nicolas Derenne, Président a.i.*

* ***Un nouveau Comité Exécutif du CLIO est élu au cours de l’AG du mois d’octobre :***
* Nicolas Derenne élu Vice-président du CLIO (Président A.I) / *Initiative Développement (****ID****)*
* Sophie Paychère élue trésorière / ***Jaden Wanga Negès***
* Marion Mouton – Secrétaire / ***ACTED***
* Aldrin Calixte – Conseiller / ***Haïti Survie***
* Justin Colvard - Conseiller / ***Mercy Corps***
* Dieules Mozard – Conseiller /***Un Enfant Par La Main***
* ***Une nouvelle Coordonnatrice au CLIO !***

**Barbara Acluche** prend la main pour devenir la nouvelle Coordonnatrice du CLIO. Bienvenue au CLIO !

Elle succède à Isabelle Faucon, l’ancienne Coordonnatrice, qui a pris sa canne et son chapeau pour une nouvelle aventure après avoir servi pendant 6 ans au CLIO.

Merci encore Isabelle pour ton engagement !

Un grand merci aussi à Claudine Guinand, notre bénévole de mai à novembre 2020, qui a beaucoup apporté au CLIO en cette période complexe. Nous restons en contact, à suivre après les congés, à bientôt !

* ***Le CLIO sur internet :***

L’ancien site du CLIO a été piraté et est irrécupérable malgré nos nombreuses démarches. Les contenus de cet ancien site ne relèvent plus de la responsabilité du CLIO.

**Un nouveau site se prépare !** Les membres du Comité Exécutif et la Coordination découvrent le merveilleux monde de la création de site, ses paramètres techniques et organisationnels.

*Merci beaucoup aux collègues de* ***CRS,******Haïti Survie, ActionAid et Care*** *pour leur implication.*

En attendant le nouveau site, pour toutes infos :

* [**www.facebook.com/pageCLIO/**](http://www.facebook.com/pageCLIO/)
* **cadredeliaisonclio@gmail.com**

**L’ÉDITO *(suite)***

* ***QUOI DE NEUF***

***AU CLIO ? (suite)***

* ***Chantier Stratégique du CLIO***

Le CLIO évolue… dans un pays qui change lui aussi…

*Comment fonctionne le CLIO en 2020-21 ?*

*Quelle est notre compréhension du contexte ?*

*Quelle est notre vision, quelles sont nos orientations ?*

*A quels espaces de coordination le CLIO participe-t-il ?*

*Quelles y sont les positions du CLIO ?*

*A quels résultats, à quels effets contribue le CLIO ?*

*Pourquoi mon organisation est-elle membre du CLIO ? Quel est le sens de payer la cotisation ?*

Ces questions (et d’autres) seront au programme du CLIO, de janvier à mai 2021. A travers notamment :

De nombreuses réflexions en continu

3 ateliers en plénière

La participation active des membres

Des Cafés Clio

Un accompagnement spécialisé par le groupe LEOS

… et toutes autres suggestions !

Cette démarche sera la nôtre, directrices et directeurs des organisations membres du CLIO, et membres des commissions.

Mais aussi les partenaires du Clio : nous espérerons entendre vos avis pour pouvoir mieux avancer ensemble.

Merci aux collègues membres du Comité de suivi stratégique pour leur préparation et suivi de ce chantier : ***Agro Action Allemande, Fonkoze, GRET, Helvetas, Initiative Développement (ID), Jaden Wanga Negès, Malteser International, Plan International + coordonnatrice Clio.***

**A vos agendas !**

**Prochain Café CLIO :** sur *« La coopération au développement et le CLIO : évolution à travers les années depuis 2005 ».*

Prévu fin janvier : date à suivre prochainement !

**Prochaine AG** (pour les membres Clio) : **jeudi matin 28/01**

**1ère journée d’Atelier stratégique** (pour les membres Clio) : dernière semaine de février (date à suivre bientôt)

Le CLIO remercie l’Ambassade de Suisse en Haïti pour la contribution financière au chantier de localisation de l’aide et au chantier stratégique du CLIO

**

* ***Etude CLIO sur la localisation de l’aide en Haïti : les premiers résultats disponibles***

*« En novembre 2019, le Cadre de Liaison Inter-Organisations (CLIO) a voulu faire l’état des lieux de la localisation de l’aide en Haïti, un des engagements du Grand Bargain. Pour réaliser cette étude, plus de 30 acteurs et actrices, nationaux et internationaux, de l’aide humanitaire et de développement, ont été rencontrés.*

*(…)*

*Les ONG N/L (nationales ou locales) sont de fait les premières présentes sur le terrain, avec des partenariats et des connaissances (linguistiques, sociales et culturelles) approfondies des communautés où elles travaillent. (…)*

*Il est clair que depuis le tremblement de terre de 2010, en Haïti, des progrès ont été faits dans la relation entre les acteurs internationaux et les acteurs nationaux (…)*

*Les plus petites ONG N/L membres du CLIO ont mieux perçu le changement d’attitude des ONGI envers elles qui s’est accompagné de contrats de partenariat formels et structurants. Par contre, les ONG N/L ayant des budgets plus importants font des nuances dans les partenariats qu’elles établissent ; elles les choisissent et définissent clairement la nature et l’envergure du partenariat. (…)*

*L’échec des nombreuses réponses humanitaires en Haïti est une perception bien ancrée dans les têtes des observateurs tant nationaux qu’internationaux. Les populations haïtiennes sont devenues sceptiques et méfiantes autant de leurs propres dirigeants que des interventions étrangères, peu importe leur forme.*

*(…)*

*La tension entre la réponse à la crise et le changement à long terme n'est pas propre aux ONGI, mais commune à tous les acteurs, humanitaires et de développement, engagés dans le débat sur la localisation. Un changement d'état d'esprit et de méthodes de travail ne se fait pas du jour au lendemain, et pour que le pouvoir change, il faut que ceux qui l’ont, relâchent leur emprise. Les acteurs nationaux qui réclament ce pouvoir doivent en avoir les moyens ainsi que la volonté de rendre des comptes aux populations qu’ils desservent ; ils les auront si les acteurs internationaux investissent bel et bien dans les ONG N/L, les réseaux et les mouvements qui ne sont pas contrôlés par eux. »*

Etude disponible et diffusée ces prochains jours. Par Isabelle Fortin et Lyne Hyacinthe. CLIO Décembre 2020

*Merci à* ***Acted, ActionAid, Haïti Survie, ID, Lutheran World, Malteser International, Mercy Corps****, et d’autres encore pour leur implication, ainsi qu’aux nombreux participants ayant contribué à cette étude.*

**ANN PALE DEVLOPMAN**



*Nous avons évalué la localisation de l’aide en examinant un certain nombre de projets d’échantillons, en essayant d’abord d’établir exactement ce que chaque projet cherchait à localiser. L’expression « localisation de l’aide » signifie souvent que le financement est directement accessible aux organisations et institutions locales. Toutefois, dans tous les débats sur la localisation, cette définition est rapidement jugée trop étroite pour être utile. Les groupes de réflexion, les ONG et les autres organisations impliquées dans le débat ont souvent tenté de préciser les différents aspects de la localisation qui doivent être pris en considération. (2). Nous proposons trois aspects différents de cette localisation qui devraient être pris en considération lors de l’évaluation de leurs progrès respectifs. (…) »*

Prenez connaissance de l’intégralité des réflexions faites dans le cadre de cette étude en cliquant sur les liens ci-dessous : <http://alternatives-humanitaires.org/en/2020/07/23/aid-localisation-current-state-of-the-debate-and-potential-impacts-of-the-covid-19-crisis/> &

 <https://www.coordinationsud.org/wp-content/uploads/synthese-etude-localisation-aide.pdf>

* *Martin Vielajus et Jean-Martial Bonis-Charancle • Consultants et enseignants à Sciences Po et à l’Université Paris-Descartes*

Extrait :

*« Nous, signataires de la présente pétition demandons au gouvernement haïtien de faire appliquer l’arrêté ministériel du 10 juillet 2013 qui interdit de produire, d’importer, de commercialiser et d’utiliser, sous quelque forme que ce soit, des sacs en polyéthylène et objets en polystyrène expansés (PSE ou PS ou styrofoam) à usage alimentaire unique, tels que plateaux, barquettes, bouteilles, sachets, gobelets et assiettes. »*



**MAGAZINE du**

***COVID-19 & LOCALISATION DE L’AIDE***

***La contagion du Covid-19 ne manquera pas d’affecter le fonctionnement du monde, notamment les secteurs d’activités comme le tourisme, l’industrie, l’économie.*** [***Économiquement, la banque mondiale a estimé que la crise de COVID-19 pourraient entrainer entre « 88 et 115 millions nouvelles personnes tomberaient dans l’extrême pauvreté pour l’année 2020, jusqu’à 150 millions d’ici 2021 ».***](https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2020/10/07/covid-19-to-add-as-many-as-150-million-extreme-poor-by-2021) ***La sphère de l’Aide publique internationale n’est pas épargnée, une nouvelle cartographie et une réadaptation de l’aide deviennent nécessaires.***

Deux consultants & enseignants à Sciences Po et à l’Université Paris-Descartes, en l’occurrence Martin Vielajus et Jean-Martial Bonis-Charancle, ont initié des réflexions sur les potentiels impacts de crise du Corona Virus sur les pratiques de l’aide publique internationale.

Dans cette étude réalisée par ces derniers, des aspects comme la nécessité pour les organisations internationales de placer les organisations locales, nationales en première ligne ; le retrait des travailleurs internationaux des pays d’intervention ; l’organisation et la localisation de l’aide font autant partie des concepts abordés dans le cadre de cette étude dont voici un extrait : *« (…) La récente crise de Covid-19 aura inévitablement un impact sur la localisation, bien qu’il ne soit pas encore possible de dire à quel point ces impacts seront importants ni quelle forme ils prendront. À court terme, la crise a déjà eu des conséquences évidentes :*

*En fait, les organisations locales n’ont jamais semblé aussi essentielles, mais à plus long terme, on ne sait pas comment les scénarios de localisation actuels se développeront. Au moment d’écrire ces lignes, nous ne pouvons qu’hypothèse sur la manière dont la localisation de l’aide sera affectée par la crise de Covid-19. Va-t-elle s’accélérer à mesure que les acteurs locaux seront au premier plan ? Ou les partenariats entre le Nord et le Sud seront-ils affaiblis en raison d’un manque de financement ? (…)*

Dites **NON** au **STYROFOAM :**

signez et partagez la pétition :

 <http://bit.ly/2ue2CSs>

Pour partager sur les réseaux sociaux, merci d’utiliser **#Nonaustyrofoamenhaiti**

**4 229 personnes ont déjà signé**

******

**ANN PALE DEVLOPMAN**

**MAGAZINE du**

• Les capacités : Un soutien plus efficace pour renforcer les capacités locales et nationales, et ainsi moins les compromettre (en embauchant par exemple le personnel local le plus qualifié).

• Les fonds : Un financement plus direct pour les acteurs locaux. L’engagement du « Grand Bargain » est d’augmenter le financement direct des acteurs locaux, en passant de moins de 2% aujourd’hui à 25% d’ici 2020. Les acteurs locaux exigent également un financement de meilleure qualité (c’est-à-dire à plus long terme, plus flexible et couvrant les frais de base).

• Les partenariats : Moins de relations de sous-traitance et des partenariats plus égalitaires. (…) »

<https://www.eclosio.ong/publication/la-localisation-de-laide-humanitaire-revolution-en-vue-2/>

 *Traduit du Français par Michael Angland*

***Etude : La localisation de l’aide : Plus de proximité permet-il d’assurer l’autonomie des projets déployés ?*** Mars 2020. Coordination Sud (France)

Cette étude revient sur les termes du débat sur la localisation de l’aide et « teste » la localisation à partir des pratiques de terrain. Elle questionne le décalage qui peut exister entre discours et réalité des pratiques. Et elle interroge l’hypothèse qu’une plus grande « proximité » de l’aide au terrain d’action permet d’accroître l’efficacité des projets menés.

<https://www.coordinationsud.org/document-ressource/etude-onglab-localisation-de-laide/>

***Les ONG, cheval de Troie du néolibéralisme ?*** Caroline Broudic, Revue *Humanitaire* no. 39, Nov. 2014. Ed. Médecins du Monde.

L’article qui suit offre un regard résolument global et critique, décryptant à travers l’exemple de la protection sociale – pourtant a priori peu suspecte de menées libérales – des logiques systémiques auxquelles les ONG prêteraient, malgré elles, leur concours. Ce faisant, l’auteure pourrait bien nous aider à comprendre, par un détour par les politiques de développement, ce qui se joue dans la *« libéralisation de l’humanitaire ».*

<https://journals.openedition.org/humanitaire/3056>

***Localisation de l’aide : Des incontournables***

***Nombreuses sont les interrogations et les réflexions autour de l’aide humanitaire. Une des interrogations de l’heure, est celle de la localisation de celle-ci mais surtout l’efficacité de cette dernière, qui est un aspect qui a été au centre des réflexions en mai 2016, lors de la tenue du sommet baptisé « Grand Bargain » avec une trentaine de bailleurs de fonds et d’organisations engagés sur les opérations relatives à l’aide Humanitaire. En dehors des réflexions faites dans le cadre de notre dernier Café CLIO à la CARE le 16 novembre dernier, nous vous invitons à découvrir ou à redécouvrir cette étude publiée en mars 2018 dans UniverSud.***

Extrait de l’étude :

« (…) Il est évident que les travailleurs humanitaires ne peuvent se soustraire aux réalités de notre monde, posséder tous les moyens, espérer œuvrer sans aucune entrave. Ce qui semble parasiter le secteur dans ce cas me semble cependant particulier. L’analyse laisse entrevoir une situation paradoxale où les aidants deviendraient un obstacle à l’émancipation de leurs « bénéficiaires ». L’entreprise par défaut qu’est censée être l’aide est devenue opportune pour certains. Peut-on demander à un agent de travailler à sa propre désuétude ?

Alors, que faire ? Peut-être faudrait-il commencer par « désangéliser » notre regard afin de nous poser les bonnes questions. Les solutions restent à trouver. On peut déjà exhorter le système à s’adapter pour permettre le renforcement des sociétés du Sud, que cela soit bon pour le business de l’aide ou non. En tant que citoyen, on peut aussi favoriser les acteurs du Nord qui entretiennent des relations équilibrées avec leurs partenaires du Sud – il y en a ! –, voire soutenir directement ces derniers. Enfin, nul doute que des types d’aide alternatifs restent à trouver. À cet effet, l’économie collaborative et les nouvelles technologies, pour ne citer qu’elles, pourraient bien faire partie des terrains d’investigation féconds. (…) la localisation entend agir sur quatre points incontournables:

• La visibilité : Accorder une plus grande reconnaissance et visibilité aux efforts, rôles et apports des acteurs locaux.

******

***Déclaration des organisations féministes à l’occasion du 25 novembre Journée internationale de lutte contre les violences contre les femmes. Des organisations féministes de Port-au-Prince ont choisi cette année pour commémorer collectivement le 25 novembre autour du thème du féminicide.***

Cette démarche s’inscrit dans une perspective du bien commun, pour réaffirmer nos inaliénables droits à la vie et à la dignité, pour souligner notre refus absolu de la criminalité et de l’insécurité qui déshumanisent notre société. L’assassinat de femmes est un phénomène préoccupant qui s’accompagne d’une volonté de dépouiller les victimes de toute dignité, même dans la mort.

Le spectacle de femmes publiquement exécutées, celui de leurs corps torturés, mutilés, carbonisés, jetés sur des tas d’immondices ou dans des halliers, est inacceptable et révolte nos consciences de femmes engagées pour le respect des droits de la personne. Ces morts violentes de femmes ne sont pas une simple manifestation de l’insécurité. Il s’agit de féminicides, de crimes patriarcaux qui traduisent la phase extrême des violences exercées à l’encontre des femmes en raison de leur appartenance au sexe féminin. Ces crimes trouvent un terrain fertile dans la misogynie et le déni des droits des femmes que notre société voudrait banaliser.

Et, lorsque les attitudes et comportements sexistes prévalent au plus haut sommet de l’État, les femmes sont d’autant plus sujettes à la violence meurtrière. Le 25 novembre est une date hautement symbolique pour les féministes, en particulier pour celles de la Caraïbe et de l’Amérique latine qui ont choisi et consacré cette date en 1981. L’éradication des violences envers les femmes est un cheval de bataille des féministes haïtiennes depuis l’occupation américaine de 1915 où elles dénonçaient les abus sexuels des occupants. Après le silence imposé par la dictature des Duvalier, les féministes ont repris le flambeau en 1986.

Et depuis lors, c’est tous les jours qu’elles se mobilisent pour prévenir les violences, sensibiliser et informer la population, encourager les plaintes et les signalements, accompagner les survivantes et leurs familles, exiger le respect des droits des femmes, dénoncer l’immobilisme de l’État qui alimente l’impunité et laisse le champ libre aux violateurs.

Lutter pour éradiquer les violences envers les femmes est un défi de taille, en Haïti comme ailleurs car, les résistances sont fortes et multiples. Mais les féministes continuent de faire le pari que des horizons émancipateurs peuvent s’ouvrir à une société, lorsque celle-ci respecte les droits des femmes et protège leur droit à la vie.

Les violences envers les femmes sont l’affaire de tous et de toutes !

Conjuguons nos efforts pour l’éradication de toutes les formes de violence envers les femmes !

Port-au-Prince, 25 novembre 2020.

Pour authentification :

Danièle Magloire, Kay Fanm

admin@kayfanm.org

Tel : (+509) 34.33.78.32 // 33.35.73.70

***Signataires :***

***1. Kay Fanm***

***2. SOFA (Solidarité des femmes haïtiennes), Sabine Lamour, Coordonnatrice générale***

***3. REFRAKA (Réseau des femmes des radios communautaires haïtiennes), Marie Guyrleine Justin, Directrice exécutive***

***4. Fanm Yo La, Eloïse Massini Dorléans, Coordonnatrice générale***

***5. Fondation Toya, Nikette Lorméus, Présidente du Conseil de direction***

***6. Nègès Mawon, Pascale Solages, Coordonnatrice générale***

**ANN PALE DEVLOPMAN**

**MAGAZINE du**

**ANN PALE DEVLOPMAN**



**MAGAZINE du**

**Retour sur la semaine des ODD en Haïti. ODD 17 : Partenariats pour la réalisation des objectifs.**

Quelques extraits de la première journée sur le partenariat :

Selon M. Bruno Lemarquis, coordonnateur Résident des Nations Unies :

*- Il y a beaucoup d’interventions sectorielles en cours, en lien avec les ODD. Il faut beaucoup plus de transversalités. Le bilan de l’efficacité de l’aide au développement en Haïti n’est pas joli: un cas d’école au niveau mondial.*

Selon M. Marc Anglade, Coordonnateur National :

*-  Il y a un manque d’alignement, une coopération de substitution qui utilise très peu les systèmes nationaux, disfonctionnement des systèmes de suivi de l’aide, difficultés d’établir des priorités claires, faiblesse des relations avec le secteur privé et la société civile.*

*-  Les causes de l’inefficacité de l’aide en Haïti : problèmes structurels et systémiques, des nœuds gordiens. Les besoins humanitaires sont les symptômes et les manifestations de ces problèmes. La fragilité du pays doit être adressée par l’engagement de tous et de toutes.*

Selon M. Robes Pierre, Représentant du DG du Ministère de la Planification de la Coopération Externe :

*-  La Feuille de route doit être la référence pour les actions vers 2030.*

Selon Mme Fausta Jean-Maurice Baptiste, ITECA :

*-  C’est l’Etat haïtien qui s’est engagé sur les ODD. C’est sa responsabilité. Au cœur de ce débat, il faut œuvrer vers des relations normales entre l’Etat et les organisations de la société civile.*

*-  Il faut mettre en place un processus de vulgarisation. Il faut pousser l’approche par les droits.*

Selon Nicolas Derenne, CLIO :

*-  Le CLIO est une plateforme d’une soixantaine d’organisations dans le développement et l’humanitaires. Beaucoup d’organisations haïtiennes souhaitent un partenariat “véritablement solidaire”.*

*-  On se retrouve à faire des activités et on n’a plus le temps de se concerter. On a perdu le sens de nos actions. Il nous faut retrouver ce sens, accompagner les acteurs Haïtiens et éviter les approches essentiellement projet.*

Selon Camilien Saint-Cyr :

*-  C’est un pays qui est sur la trajectoire de tous les chocs. Il faudrait une coordination entre le Gouvernement et les partenaires, à l’intérieur de ces partenaires et entre ces partenaires. Il faudrait un leadership clair.*

A lire et visualiser en entier sur : <https://www.facebook.com/ONUHaiti>



****

**MAGAZINE du**



**L’ECHO**

**De la nécessité pour l’Humanitaire d’être au service du Développement !**

***La question de la localisation de l’aide est l’un des chantiers sur lesquels travaille le CLIO. À partir du deuxième semestre 2020, malgré le COVID-19, le Cadre de Liaison a fait appel à deux consultantes pour conduire une étude sur les différentes interrogations liées à la question de la localisation.***

***Aussi, dans l’intervalle, le CLIO a organisé le 16 novembre 2020, un Café CLIO sur cette thématique centrale, aux interventions des ONG. Trois (3) principaux panélistes ont alimenté les échanges, en l’occurrence Isabelle Fortin (en binôme avec Lynn Hyacinthe), consultante sur l’étude de la localisation de l’aide ; Aniceto Rodriguez Luis, chef de coopération de l’UE et Président de la Concertation technique des partenaires (CTP), et Fausta Jean Maurice Baptiste de l’organisation ITECA.***

Au lieu de croire en une scission stricte entre les interventions humanitaires et celles du développement, la première intervenante, Isabelle Fortin pense qu’« il y a un continuum » entre les deux champs d’intervention, « que c’est plus créatif, plus constructif de voir les deux (ensemble) ».

Sur base des premiers éléments recueillis sur l’étude, elle prône la nécessité pour les acteurs locaux de faire partie du processus de la localisation de l’aide. Ils sont incontournables étant donné leur connaissance des populations et des valeurs des organisations locales.

Une idée partagée par Mr Rodriguez Luis, qui reste convaincu que « c’est au travers des organisations de la société civile qu’on peut construire, qu’on peut renforcer un tissu dans la société haïtienne, lequel est absolument nécessaire pour que l’État (haïtien) soit redevable, qu’il se sente contrôlé ».

Toujours dans cette perspective d’adjoindre les deux mondes, Mr Rodriguez Luis pense qu’il « faut éviter la pollution du développement par l’humanitaire ; c’est le développement structurant qui permettra de mettre fin à l’humanitaire permanent ».

Pour les organisations de développement en particulier, il s’agit de « faire un effort additionnel de coordination avec l’État », en « cohérence avec la stratégie nationale de développement ».

Pour la Coordonnatrice des Programmes d’ITECA, la structuration passe obligatoirement par les partenariats, en particulier, ceux entre les organisations internationales et celles locales. Elle précise que ces partenariats doivent être « des partenariats stratégiques et non des partenariats axés autour des projets ». Elle cite l’exemple de partenariats qui avaient facilité la possibilité pour les OSC concernées d’ *« élaborer leur propre plan stratégique, leur permettant ainsi de mieux dialoguer avec les partenaires ».* Toutefois cette initiative n’avait été effective que de 2010 à 2015.

******Pour Fausta Jean-Baptiste, les organisations locales, aujourd’hui, devraient alimenter les réflexions autour de partenariats stratégiques. Les Café-Clio sont des espaces de réflexions offrant un cadre convivial pour réfléchir et discuter autour de thématiques clés et stratégiques relatives aux différentes commissions du CLIO.

Un peu plus d’une soixantaine de personnes ont participé au Café CLIO du 16 novembre ; une cinquantaine était connectée en ligne via la plateforme Zoom.

**Le résumé de ce Café Clio à voir bientôt aussi en vidéo sur :** [**www.facebook.com/pageCLIO/**](http://www.facebook.com/pageCLIO/)

*Équipe CLIO*

******

  ******

**LES OFFRES**

**MAGAZINE du**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **INSTITUTION** | **Description de poste/TDR** |  **Date Limite**  |
| Helvetas  | 2 Stagiaires en Sciences Génie civile  | 30/12/2020 |
| Helvetas  | 2 Stagiaires en Sciences Sociales | 30/12/2020 |
| Helvetas  | 2 Stagiaires en Agronomie  | 30/12/2020 |
|  Initiative Développement (ID) |  Responsable de Programme Développement local et Jeunesse (Saint-Louis du Nord) | 22/12/2020 |
|  GAFE | Coordonnateur / Coordonnatrice de Projet  | 22/12/2020 |
|  CEHPAPE | Consultant-formateur pour la conception du dispositif de Suivi & Evaluation du projet « lait des collines de Lascahobas » | 28/12/2020 |
| Progettomondo.mlal | Appel d’offre pour trouver une firme en vue de la réhabilitation de deux (02) Petits Périmètre Irrigués (PPI). | 31/12/ 2020 |

**L’ECHO *(suite)***

 *Dans le cadre des 16 jours d’activisme, pour lutter contre la Violence faite aux femmes et aux filles, la Commission Éthique, Genre & Protection a reçu la linguiste / militante féministe, Marie Frantz Joachim pour une présentation sur le féminicide.*

 *(Ci-dessous, un extrait de son intervention)*

***« Le féminicide, une réalité en Haïti qui ne porte pas son nom. »***

« La société ne se sent pas interpellée non plus par ces crimes cruels. Les disputes conjugales pouvant conduire à un meurtre sont encore considérées comme un problème personnel voire normal. Les citoyens et citoyennes ne les considèrent pas comme faisant partie du devoir civique qui les oblige à fournir assistance aux personnes en danger.

 Le foyer est devenu l’espace social où les femmes ont le plus de risque de perdre leur vie. Ce constat corrobore les données de l’EMMUS VI qui attestent que parmi les femmes de 15-49 ans actuellement en union ou en rupture d'union ayant subi des violences physiques de leur partenaire, 49, 3 % ont eu des coupures d’hématomes ou douleurs, 31.7 % ont eu des hématomes aux yeux, entorses, luxations ou brûlures et 9,1 % des blessures profondes telles que os cassés, dents cassées ou autres blessures sérieuses.

Le féminicide est à l’extrême limite d’un continuum anti-féminin de terreur qui comprend une large variété de violences verbales, physiques et d’agressions sexuelles. Les femmes indépendamment de leur âge, leur catégorie sociale d’appartenance, leur religion, leur lieu de résidence, sont exposées aux violences féminicides tant dans leur famille qui constitue le groupe social le plus violent que dans leur milieu de travail ou tout autre espace public. Elles peuvent être victime de féminicide intime ou non intime suivant le contexte relationnel dans lequel les crimes ont eu lieu. »

*Marie Frantz JOACHIM*

*Linguiste/chercheure*

*Ex-Secrétaire Générale du Conseil Électoral 2016-2020*

*Membre de SOFA*

*(Recevez toute la présentation en la demandant à l’adresse du CLIO :* *cadredeliaisonclio@gmail.com**)*

**L’AGENDA DES COMMISSIONS**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Type de rencontre**  | **Lieu de la rencontre**  |  **Date et Heure** |
| Comité Exécutif CLIO (CE) | Via ZOOM | 8 décembre 2020 & 10-12 hres |
| Commission Santé | Via ZOOM |  Jeudi 17 décembre 2020 |
| Commission Résilience | Via ZOOM |  |
| Commission Éducation | Via ZOOM | - |
| Commission Agriculture & Environnement du CLIO | Via ZOOM |  |
| Plateforme Eau Potable & Assainissement | Via ZOOM | 11 décembre 2020 - (14-16 hres) |
| Commission Éthique Genre & Protection | Via ZOOM | 09 décembre 2020 10-12 hrs  |

***Clin d’œil COVID :***

**Au niveau mondial au 14 Décembre 2020:**

* 71,581,532 cas confirmés, dont 1,618,374 décès ont été enregistrés, soit une létalité de 2.26%

**En Haïti:**

* 39,279 cas suspects (215 nouveaux)
* 9,627 cas confirmés (30 nouveaux)
* 234 décès (0 nouveau)
* 8,310 (86.3%) cas récupérés
* Létalité: 2.43%
* De ces 9,627 cas confirmés, 42.4% sont de sexe féminin et 57.6% de sexe masculin

 Source : [Haïti : COVID 19 Rapport épidémiologique du 14 décembre 2020 (MSPP) | HumanitarianResponse](https://www.humanitarianresponse.info/fr/operations/haiti/document/ha%C3%AFti-covid-19-rapport-%C3%A9pid%C3%A9miologique-du-14-d%C3%A9cembre-2020-mspp)



**MAGAZINE du**

 ******



**MAGAZINE du**

**ADMINISTRATION CLIO**

**Rappel pour les cotisations annuelles à verser au CLIO**

Les cotisations sont dues à chaque année fiscale. Les membres doivent payer leurs cotisations au plus tard

le 30 septembre de chaque année.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|   | **Catégories**(fourchettes du budget annuel des organisations membres) | **Cotisations à verser** (annuelle) |
| **1** | **-** | **50 000   USD** | **25 USD**  |
| **2** | **50 000** | **250 000  USD** | **125 USD** |
| **3** | **250 000** | **1 500 000  USD** | **500 USD** |
| **4** | **1 500 000** | **3 000 000  USD** | **1 100 USD** |
| **5** | **3 000 000** | **6 000 000  USD** | **1 700 USD** |
| **6** | **6 000 000** |  **(…) USD** | **2 200 USD**  |

*(conformément à l’AG CLIO du 16/10/2020)*

*Les organisations qui le souhaitent peuvent verser au-delà des montants prévus.*

Le montant de cotisation à verser au CLIO est dépendant du niveau de budget des organisations de l’exercice fiscal haïtien précédent (soit pour cette année, de l’exercice 1er Octobre 2019 / 30 septembre 2020) :

* Pour les ONG : Budget inscrit dans le rapport des dépenses remis à la DCA ONG
* Pour les Associations : Bilan présenté à l’AG annuelle des Membres

Nous vous remercions de nous indiquer quel sera le montant de cotisation que vous verserez en fonction de votre niveau de budget ; nous vous ferons ainsi parvenir une facture tenant compte du montant indiqué. Lors de votre versement, la coordination du CLIO vous remettra un reçu.

|  |  |
| --- | --- |
| Paiement :**par Chèque en US Dollars ou en Gourdes (taux du jour BRH)** Emettre le chèque à l'ordre de : CLIO**ou par virement en US Dollars** : Nom de la banque : UNIBANK* Compte N° 270-1022-1057151
* CLIO
 | Adresse de paiement :Delmas 60, Rue Mercier Laham, Imp. Larose # 1Tél : 3784-5212Email : coordonnatrice.cliohaiti@gmail.com  |

Dans cette attente, bien à vous.

